

# La France cherche des investisseurs... marocains!

• Une semaine de promotion démarre le 19 octobre à Casablanca

• Secteurs cibles: l'agroalimentaire, les nouvelles technologies et la santé

POUR créer de la richesse et des emplois, il n'y a pas de petit, moyen ou de grand projet. Il n'y a que de l'investissement et il faut aller chercher les opportunités partout où elles peuvent exister. Dans cette compétition économique, la France, dixième destinataire mondial des flux d'investissements directs étrangers avec 44 milliards de dollars en 2015, est en première ligne. C'est le sens de la grande opération de promotion qu'organise mercredi 19 octobre (à partir de 14h45) au consulat général à Casablanca le service économique



*La France était le dixième destinataire mondial des flux d'investissements directs étrangers avec 44 milliards de dollars en 2015. Attirer les firmes étrangères sur le territoire est un enjeu pour l'emploi. C'est l'une des priorités assignées aux diplomates*

régional de l'ambassade. La diplomatie économique est plus que jamais au cœur du cahier des charges des diplomates. Dans leur mission, ils doivent non seulement soutenir les PME et les ETI, pour entreprises de taille intermédiaire, sur les mar-

chés internationaux, mais aussi promouvoir l'investissement étranger en France.

«L'objectif de l'opération lancée à Casablanca est de montrer aux entrepreneurs marocains les atouts et les possibilités d'investissement en France», assure Marie-Cécile Tardieu, conseillère pour les affaires économiques et chef du service économique régional. Il s'agit donc de «vendre» aux opérateurs et aux investisseurs les facteurs qui font l'attractivité de l'Hexagone. La France ce n'est pas ces clichés que véhiculent si souvent les médias internationaux sur les 35 heures ou les désagréments et les violences adossés aux mouvements de grève initiés par la CGT, la diplomate. C'est aussi le pays où la productivité est l'une des plus élevées en Europe, où la création d'entreprises reste très dynamique (plus de 500.000 l'an dernier) malgré une réputation de bureaucratie et où il y a une vitalité extraordinaire des start-up qui triomphent souvent d'ailleurs aux Etats-Unis. Il s'en crée en moyenne 1.500 par an. La France c'est par ailleurs des infrastructures logistiques et de mobilité modernes que lui envient bien des concurrents. Un pack de dispositifs d'accompagnement des entreprises: le crédit d'impôt-recherche, 5,7 milliards d'euros par an, le programme d'investissement d'avenir (47 milliards d'euros) et un gigantesque programme de développement de l'internet haut débit de 20 milliards d'euros.

Le Maroc fait partie d'un échantillon d'une cinquantaine de pays à fort potentiel retenus pour la campagne de promotion. C'est aussi l'un des rares sur le continent (en plus de l'Angola, du Nigeria, de l'Afrique du Sud et de la Côte d'Ivoire). Partout ailleurs, cette opération se déroule en une journée, mais pour le Maroc, elle s'étalera sur une semaine avec des escales prévues dans les régions.

La projection des entreprises marocaines, et pas seulement les grands groupes bancaires, en Afrique subsaharienne té-

moigne de leur maturité. Avec leurs homologues françaises, elles peuvent monter des partenariats pour affronter la compétition turque, chinoise, indonésienne, voire taïwanaise.

Plusieurs secteurs sont ciblés dont l'agroalimentaire où il existe un gros potentiel de complémentarité. Le Maroc étant un grand producteur agricole, la montée sur la chaîne de valeur dans ce secteur passe par le processus de valorisation industrielle. Il est donc possible d'envisager un schéma où des produits bruts marocains partiraient en France pour transformation avant d'être réexportés vers le marché marocain.

Les nouvelles technologies et les services opérationnels aux entreprises recèlent également un potentiel important. Deux des groupes marocains du secteur possèdent d'ailleurs des sites de production en France où ils ont pris des positions après avoir racheté des entreprises ou pris des participations dans les PME positionnées sur le même métier. C'est le cas d'Intelcia Group dont les sites emploient entre 1.000 et 1.500 personnes. Son concurrent dans les métiers liés aux centres d'appels, le groupe Outsourcia a également acquis une entreprise qui emploie 200 salariés (source: Rapport 2015 de Business France). Dans le BTP et les matériaux de construction, Jet Alu a investi dans une entité qui emploie entre 100 et 200 personnes.

## Le Maroc, de loin le plus représenté

Le groupe SNI est également bien représenté dans le cercle des investisseurs marocains en France à travers la plupart de ses métiers (services financiers, banque, BTP, machines et équipements mécaniques). Au total, plus de 700 entreprises provenant du Maghreb sont présentes en France, où elles emploient plus de 6.400 personnes. Le Maroc est de loin le plus représenté.

L'origine des investissements dans l'Hexagone diffère selon le secteur d'activité. Alors que les projets américains se concentrent dans le domaine des logiciels et prestations informatiques, les entreprises allemandes privilégient l'énergie et l'automobile (37%); tandis que les entreprises italiennes sont positionnées dans l'ameublement et l'équipement du foyer et de l'agroalimentaire. Les entreprises britanniques dans celui du commerce et de la distribution (31%).

Abashi SHAMAMBA

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com